

	Gilles Platret	Bastien Faudot	Marie-Guite Dufay
Forme de la réponse	Entretien le 10 juin 2021 au siège de l'UNSA à Besançon (Gilles Platret est venu seul, rdv avec Stéphane Matthey et Stépane Fauconney)	Courriel de réponse	Courrier de réponse
Dialogue social	Il souhaite appliquer la même recette qui fonctionne dans sa mairie à Chalon sur Saone. Il donne son téléphone aux représentants du personnel (visiblement une application ou un groupe entre lui et les représentants du personnel). Bureau ouvert, souhaite des échanges directs avec les agents et les salariés. Même s'il n'est pas élu Président de la Région, il sera à minima Président de groupe et veut garder des contacts avec l'UNSA. Il souhaite une territorialisation de l'action régionale avec des maisons départementales. Il veut que les agents de la Région soient plus facilement joignables par les chefs d'entreprises, les élus et les citoyens. Dialogue social avec un management par la bienveillance. Il considère que le service public ne peut être efficace que si les agents du service public se sentent bien au travail (référence au DGS de l'ancien Maire de Chalon - Christophe Sirugue - qui apparemment était la terreur des agents. Il nous invite à appeler la Mairie de Chalon pour vérifier ses dires sur la qualité du dialogue social dans sa collectivité.	Le Temps des Cerises milite pour un approfondissement de la démocratie. Cela implique de réfléchir à des instruments nouveaux de démocratie directe, via l'instauration de référendums d'initiative citoyenne, mais cela implique aussi d'associer étroitement les forces vives de la Région à la définition de sa politique.	La période récente nous a montré que nous ne pouvons pas faire face aux enjeux de notre société sans dialogue social. Je l'ai expérimenté comme Présidente de région : continuer à faire fonctionner une administration de plus de 4 000 agents en période de pandémie ne pouvait pas se faire sans un dialogue social étroit et fréquent, pour permettre de maintenir un haut niveau de service public tout en protégeant les agents (équipements, télétravail, protection des personnels fragiles...). En 2020, nous avons tenu 25 réunions de dialogue social, 7 comités techniques et 7 CHSCT. Ce dialogue constant, je le souhaite toujours plus fréquent dans les politiques régionales qui peuvent concerner les salariés. Je pense bien sûr aux questions de formation, une de nos compétences phare. Pour cela nous nous appuyons déjà sur le CREFOP, mais nous sommes allés plus loin sous mon mandat, en associant des représentants des partenaires sociaux issus du CREFOP dans les instances stratégiques en matière de formation. Nous sommes une des rares régions, sinon la seule, à vouloir inclure les partenaires sociaux dans la signature de notre Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences. Leurs représentants sont présents aux instances de pilotage et ont également été conviés à siéger à l'expérimentation du pilotage des formations collectives de Pôle Emploi par la Région. Pendant la crise du Covid-19, les partenaires sociaux ont été conviés à des réunions bi-mensuelles avec l'Etat pour échanger sur l'état de la crise sanitaire, économique et sociale. Le CREFOP a été invité à rédiger une feuille de route sur la formation et la sécurisation des compétences pour accompagner la reprise, document de cadrage qui a servi de démarrage à nos diagnostics régionaux sur les 25 bassins d'emploi de la Région. Cela nous a permis depuis le début de l'année 2021, d'adapter l'offre de formation des demandeurs d'emploi aux besoins des entreprises, sur chacun de ces territoires. Enfin, nous avons initié une démarche unique en Franche d'élaboration d'une charte d'engagement sociétal des entreprises bénéficiant de subventions régionales (au-delà de 50 000€). A cause du récent reconfinement nous n'avons pu tenir qu'une seule réunion d'installation, tout est encore à construire. L'intention est là, chacun doit trouver sa place dans ce processus, je me présente à nouveau pour mettre en œuvre concrètement ces innovations sociales dans les années à venir. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous proposons dans le programme de la liste Notre Région par cœur d'instaurer un espace régional de dialogue social dédié aux questions économiques (c'est la mesure 79).
CESER	Le CESER est très utile notamment lors des analyses budgétaires. Il veut s'appuyer sur le CESER. Gilles Platret veut que les élus soient plus présents au CESER et ne laissent pas la place aux administratifs de la Région.	Le CESER doit jouer pleinement son rôle, et nous veillerons à une élaboration des décisions en étroite concertation avec ses membres, au premier rang desquels les représentants des organisations syndicales. Il ne nous paraîtrait pas concevable d'élaborer des politiques structurantes comme par exemple la Stratégie Régionale de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation, sans une interaction permanente avec le CESER. Nous ne pourrions pas avancer selon les modalités classiques de la relation CR / CESER, avec consultation simple en bout de course. Les débats doivent être initiés et conduits ensemble. Toute autre méthode ne porterait pas de fruits féconds.	Les travaux du CESER nous nourrissent et nous remettent en question, ils sont indispensables et ils sont de plus publics. Je pense par exemple à des sujets comme les usages du numérique éducatif, l'alimentation locale, bio et durable en restauration collective, ou encore la pauvreté et la précarité en Bourgogne-Franche-Comté, des sujets essentiels pour lesquels un regard extérieur et pluraliste est nécessaire. Les autosaisines du CESER sont nombreuses. Si je devais pointer une amélioration, ce serait de saisir davantage cette instance représentative pour rendre des avis sur les grands chantiers du mandat.
Situation économique et formation	La Région n'a pas fait assez sur la formation qui est pourtant une compétence forte de la collectivité régionale. Il veut défendre les entreprises et absolument éviter leur fermetures, toutes les mesures doivent être prises pour garder les emplois mais insiste sur le fait qu'il faut aussi mettre de l'énergie dans la reconversion professionnelle des salariés.	Nous restons circonspects sur les premières études de conjoncture témoignant d'un fort rebond, car personne n'est en capacité d'en prédire la durée. Le niveau régional n'est pas suffisant pour sécuriser une reprise économique durable : pour ce faire, les Etats et l'Union Européenne sont à l'évidence mieux armés que les Régions. Or nous observons un attentisme inquiétant de la part des autorités nationales et européennes, au regard des mesures très ambitieuses prises par exemple outre Atlantique. Les plans de relance français et européen ne nous paraissent pas prendre la dimension réelle de la crise générée par les confinements. Il n'en demeure pas moins que les Régions ont un rôle actif à jouer dans la période. Nos propositions visent précisément à maintenir l'intervention publique en direction des entreprises : TPE, PME, commerce, artisanat. Nous avons budgété 100 millions d'euros à leur intention, dès les premières semaines de la mandature. Mais vous avez raison de souligner que l'offre de formations qualifiantes sera cruciale dans les prochains mois et les prochaines années, dans toutes les Régions et particulièrement la Bourgogne Franche-Comté. Au regard des ressources dont nous pourrions disposer, nous avons proposé une première augmentation, de +5000 places au programme "acquisition et développement des compétences". Nous sommes conscients que cela ne peut qu'être une étape dans la mise en œuvre d'une offre de formation professionnelle aux demandeurs d'emplois réellement au niveau d'une économie exigeante sur la qualification des travailleurs. Mais pour être à la hauteur de ce défi, les Régions devront pouvoir compter sur un soutien plus actif encore de la part de l'Etat.	En matière de formation et de sécurisation des compétences, il faut anticiper, adapter et innover. Pour nos jeunes, nous devons continuer à investir dans nos lycées et notamment dans nos lycées professionnels, en les dotant de plateformes techniques performantes, en faisant évoluer les formations, anticiper les métiers d'avenir dans la transition écologique et énergétique, dans le numérique, les besoins en termes de soins à la personne. Les lycées professionnels sont des vitrines des savoir-faire de nos métiers et de nos entreprises, nous devons les valoriser, tout comme nous devons continuer à aider les branches professionnelles à travailler sur l'attractivité des métiers (industrie, agriculture, soins à la personne justement...). Bien que la Région en soit plus compétente sur l'apprentissage, nous devons continuer à soutenir les CFA sur les territoires et à orienter les jeunes vers ces formations. Les modes de formations ne doivent pas être en concurrence, ils doivent permettre à chacun de trouver sa place et d'accéder à la qualification : lycée en voie scolaire ou apprentissage, CFA, Ecole de la deuxième chance ou Ecole de production. La complémentarité des solutions permet de lutter contre le décrochage scolaire. La Région les soutiendra. Pour les demandeurs d'emploi, la Région a investi massivement et je souhaite continuer à former toujours plus, en fixant le cap de 100 000 demandeurs d'emploi formés en fin de mandat. Nous atteignons aujourd'hui 68% de retour à l'emploi 6 mois après la formation, et avons augmenté de près de 70% l'accès à la formation des personnes bénéficiaires du RSA. L'Etat s'est aligné sur nos barèmes de rémunération après trente ans de gel, cette augmentation est un droit pour tous aujourd'hui. Des efforts restent à faire sur l'orientation des personnes éloignées de l'emploi vers la formation, l'emploi des seniors mais aussi la formation et la qualification des intérimaires. C'est en partenariat et en expérimentant, comme nous l'avons fait lors de ce dernier mandat, que nous réussissons à avancer. Former 100 000 demandeurs d'emplois n'est pas qu'un objectif quantitatif: nous irons chercher les publics les moins qualifiés pour les emmener vers la sécurité du diplôme et travaillerons toujours plus avec les entreprises pour les aider dans leur recrutement. Pour cela, nous continuerons d'adapter notre offre et de la faire évoluer toujours en anticipant les besoins de demain (comme nous l'avons fait en matière de transition énergétique pour le secteur du bâtiment et des travaux publics). La formation des salariés est en effet une autre problématique cruciale pour la sécurisation des compétences et l'accompagnement de la relance. L'expérience de "Former plutôt que chômer" que nous avions lancé sous ma mandature en 2008 en Franche-Comté suite à la crise dans le secteur de l'automobile a fait des émules, puisque l'Etat a utilisé le FNE-Formation pendant la crise pour soutenir le recours à la formation dans les entreprises. La Région, comme elle l'a toujours fait pendant mon mandat, continuera de soutenir la formation des salariés en co-financement avec les OPCO, en particulier pour les entreprises en difficulté mais aussi pour celles qui se développent et relocalisent leurs activités. Nous avons les outils, il faut que nous mobilisions, avec l'Etat, les entreprises pour qu'elles puissent être soutenues dans le développement stratégique de leurs compétences et mobilisent la formation pour leurs salariés. Là aussi, nous devons nous appuyer sur le dialogue social pour imaginer des solutions adaptées.
Pouvoir d'achat	Ramener la carte de grise au tarif Franch-comtois (mais explique que ce n'est pas vraiment cette mesure qui fera la différence sur le pouvoir d'achat). Pour lui c'est la bataille de l'emploi qui permet de gagner du pouvoir d'achat.	Les organisations politiques qui composent le Temps des Cerises sont, comme vous le savez, toujours en première ligne pour défendre le pouvoir d'achat des salariés. Une hausse du SMIC d'au moins 10% nous semble indispensable à court terme. Nous sommes en outre demandeurs d'une vraie réflexion sur les écarts de rémunérations, qui se creusent et génèrent sans cesse plus d'inégalités.	La Région n'a pas le pouvoir de relever les salaires. Elle a en revanche la capacité de protéger le pouvoir d'achat de nos concitoyens. Redonner du pouvoir d'achat en soutenant davantage ceux qui ont moins; ce fut la boussole du mandat qui s'achève, cela le sera toujours. Je pense aux familles de lycéens, avec la gratuité des manuels scolaires, la gratuité des transports scolaires ; les aides aux familles pour la cantine ou l'internat que nous maintiendrons. Nous équiperons les lycées avec un parc d'ordinateurs portables qu'ils pourront prêter aux élèves en ayant besoins. Pour les étudiants, tout particulièrement impactés pendant la crise sanitaire, la Région est intervenue sur une aide exceptionnelle, nous travaillerons pendant le prochain mandat à de nouvelles actions pour lutter contre la précarité étudiante, en consultant les jeunes sur leurs besoins. Pour les jeunes plus généralement, nous étendrons la carte avantages jeunes en prenant en compte les mobilités avec 24 voyages gratuits par an sur nos lignes régionales. Pour les déplacements du quotidien, je rappelle que nous sommes la Région la moins chère de France pour les jeunes et que notre offre tarifaire est très abordable, avec des tarifs adaptés à toutes les situations. Les cars Mobigo à 1,5 euros quelle que soit la distance, c'est une mesure de préservation du pouvoir d'achat. Je pense aussi aux agriculteurs pour et avec lesquels nous continuerons à proposer des actions en faveur d'une juste rémunération, en proposant par exemple une marque "juste et locale". N'oublions pas aussi notre action pour faire baisser la facture énergétique des Bourguignons-Franc-Comtois, avec le soutien à la rénovation énergétique pour les particuliers. Enfin, en matière de santé, je souhaite que nous propositions une complémentaire santé régionale pour permettre tous d'avoir accès à une mutuelle à moindre coût. C'est une autre proposition concrète pour préserver le pouvoir d'achat.